

Interview du ministre d'Etat en charge des Sports Alain-Claude Bilié-by-Nze : " Nous voulons vaincre l'esprit de Pierre de Coubertin "

Entretien réalisé par MIKOLO-MIKOLO & Serge Alexis MOUSSADJI
Libreville/Gabon

L'union : Monsieur le ministre d'Etat, depuis votre nomination, il y a quelques mois, vous avez décidé de faire un état des lieux du sport gabonais. Si vous deviez résumer en un mot la situation de notre sport, quel serait-il ?

• **Alain-Claude Bilié-by-Nze :** Je tiens d'abord à remercier "L'Union" parce que c'est un quotidien qui accompagne le sport depuis plusieurs années. Cela me fait plaisir de vous recevoir. Le département des Sports est nouveau pour moi. Il est vrai que par mes fonctions antérieures, soit comme porte-parole de la présidence de la République ou du gouvernement, il m'est arrivé d'être au courant de certains dossiers sportifs mais sans être pleinement impliqué dans leur traitement. J'ai donc souhaité prendre le temps pour comprendre ce département, pour être à l'écoute des acteurs du sport. Que ce soit l'administration dont j'ai la charge ou les fédérations ou le Comité national olympique (CNOG). Nous avons reçu ces instances deux ou trois fois. Et nous avons fait un diagnostic qui est simple : les résultats obtenus dans le sport ne sont pas à la hauteur des investissements consentis par les pouvoirs publics. Ce premier constat a été fait et si je devais résumer la situation actuelle du sport gabonais, j'utiliserais le terme " incurie ". C'est un mot qui est fort, et certains me l'ont fait remarquer, mais il résume bien la réalité. C'est une incurie et elle est généralisée. Dans la mesure où il s'agit à la fois de problèmes de gouvernance, comme le soulignent les conflits récurrents au niveau des fédérations, de gestion peu orthodoxe des fonds qui sont à disposition, de prise en compte du sportif dans la stratégie du ministère et d'objectifs qui ne sont pas lisibles, qui ne sont pas clairs dans les définitions des politiques publiques dans le domaine du sport. Ceci nous amène donc à penser que l'Etat a mis beaucoup d'argent dans ce domaine, mais les résultats sont en deçà des espérances. **Vous évoquez une forme de négligence. Où se situent alors les responsabilités ?**

Le ministère des Sports a une responsabilité institutionnelle. C'est lui qui doit définir les politiques publiques dans le domaine du Sport, qui doit élaborer les cahiers des charges pour les fédérations. Ensuite, c'est à lui de contrôler que ces instances travaillent convenablement et atteignent les objectifs. Cela ne s'est pas fait. Nous avons l'impression, et nous sommes nombreux à le penser, que le ministère, par le fait que les fédérations sportives l'aident à gérer des disciplines spécifiques, s'est un peu désengagé. Il y a un régime général d'irresponsabilité dans lequel on ne sait pas qui fait quoi. Je prends un exemple. Aujourd'hui, nous avons des athlètes de haut niveau qui bénéficient, pour certains, de l'accompagnement de l'Etat, pour d'autres, de l'accompagnement personnel du chef de l'Etat. Mais personne au sein du ministère ne fait le suivi de ces athlètes de haut niveau. On se contente de ce qu'ils peuvent nous envoyer comme informations. Or, nous devrions nous déplacer, entrer en contact avec leurs encadreurs, leurs structures de formation pour connaître leur véritable niveau et voir comment nous pouvons améliorer cet accompagnement. Mais non. Ensuite, le sport ne concerne pas que Libreville. Dans de nombreuses provinces, les petites communes, il n'y a quasiment pas d'activités sportives. Cela montre bien que le ministère s'est désengagé. Mais notre département n'est pas le seul responsable, les fédérations sont aussi comptables de cette situation. La passion qui devait les animer et la volonté de bien faire devraient s'appuyer sur leur expertise, mais aussi sur un meilleur accompagnement du sportif. Malheureusement, nous constatons qu'une fédération, une fois qu'elle a reçu la subvention de l'Etat, ne se sent pas obligée de rendre compte de ce qu'elle fait de cet argent. Comme du suivi qu'elle fait du sportif. Ce qui nous amène à remarquer que le sportif est celui qui n'est pas pris en compte. Alors que le bureau fédéral, l'organisation des manifestations le sont.

Votre feuille de route doit englober les dix prochaines années, mais n'y a-t-il pas nécessité de faire également un audit ?

Vous savez, les questions d'audit doivent découler, pour moi, d'un large consensus. Si vous arrivez et que vous annoncez que vous allez faire un audit, votre proposition sera perçue généralement comme une chasse aux sorcières. Ce que nous ne voulons pas faire. Il faut d'abord que les acteurs eux-mêmes cherchent à comprendre comment la gestion a été effectuée. Le contribuable a besoin de comprendre aussi. Nous avons, sur instruction du chef du gouvernement, pris langue avec les fédérations internationales pour leur expliquer que l'Etat gabonais est le principal financier du sport. Une situation qui l'oblige à se pencher sur la gestion des hommes mis à disposition, comme il le fait dans d'autres secteurs. Même si les autres



Photo : F. M. MOMBO

Le ministre des Sports, Alain-Claude Bilié-By-Nze : " Notre objectif est de chasser l'esprit de Pierre de Coubertin. "

montants proviennent d'une fédération internationale, il faut bien que les pouvoirs publics s'assurent que cet argent a été bien utilisé.

Où en sont les échanges avec ces instances internationales ?

Nous avons commencé les discussions. Et les plus hautes autorités sont aussi entrées en contact avec certaines d'entre elles pour leur faire comprendre le bien-fondé de cette démarche. Elles ne sont pas opposées à ce que l'Etat regarde la gestion des fédérations nationales. Ce qu'elles ne veulent pas, c'est que les pouvoirs publics se mêlent du fonctionnement quotidien, de la désignation des responsables. Pour ces fédérations, l'Etat doit s'arrêter au contrôle financier et aux résultats sportifs.

Vous avez récemment affirmé qu'une fédération ne peut sortir du pays si elle n'organise pas avant une compétition locale. Pourtant, le judo est allé en Croatie, le taekwondo se prépare pour le Cameroun sans événement national. Existe-t-il des dérogations de la tutelle pour certaines disciplines ?

(Sourire) Nous n'accordons pas de dérogation. Il se trouve juste que certaines fédérations ont des athlètes déjà engagés dans des compétitions qui les préparent pour les qualifications pour les Jeux olympiques, par exemple. Ces instances peuvent donc continuer à suivre ces sportifs. Nous avons indiqué, et il faut que tout le monde le comprenne, que nous ne pouvons plus nous contenter de participer à des événements sans compétition nationale. Alors que ce sont les championnats locaux qui permettent de composer une équipe nationale et donc de choisir les meilleurs. Or, dans le cas des U-17 en football, il n'y a pas de championnat pour cette catégorie. Les tournois organisés à la va-vite ne sont pas une solution viable. La mise au vert sur un ou deux mois ne remplace par une vraie compétition. Nous voulons encourager la Fédération gabonaise de football (Fégafoot), qui est un organe technique du ministère, tout en mettant en place les financements indispensables, à organiser des championnats dans les différentes catégories. Cela se fait dans d'autres pays qui ont de bons résultats. Nous voulons en finir avec Pierre de Coubertin, vaincre son esprit et son célèbre " l'essentiel, c'est de participer ". Nous voulons que le sportif gabonais ne pense plus qu'à la performance et aux résultats.

Vous avez dernièrement convié la Fégafoot et la Linafp à trois jours de réflexion. Qu'est-ce qui sera fait après cela ?

Nous avons considéré que le retour de l'équité dans le financement du sport, parce que le football a eu jusqu'à présent la plus grosse part en raison du fort intérêt qu'il suscite, est indispensable. La performance la plus importante réalisée par les Panthères A du Gabon est relative aux quarts de finale de la CAN organisée par l'Afrique du Sud. Après cela, nous n'avons pas pu dépasser cette performance. Ce qui signifie que quelque chose s'est détaché. Nous avons notre idée sur la question, mais il faut que les acteurs disent eux-mêmes ce qui n'a pas fonctionné. Et nous ne pouvons pas bâtir une stratégie sans que les acteurs soient impliqués. Cette réunion leur a permis de faire des propositions sur un nouveau modèle économique, la formation, les multiples tutelles, etc. Nous voulons aussi faire le point sur le financement du championnat professionnel à cause de l'argent qui a été délogé et du fait que les clubs gabonais sont décevants sur la scène continentale. Le championnat gabonais est devenu un championnat de seconde zone. On ne peut plus continuer ainsi. Le diagnostic a été posé, nous allons maintenant discuter dans un cadre plus général. Mais cette concertation n'exclut personne. Nous avions d'abord besoin de l'avis des entités qui bénéficient des financements de l'Etat. Puis, nous nous tournerons vers les autres acteurs comme les anciens sportifs ou les associations. C'est indispensable.

Dans quelques mois va s'organiser la Tropicale Amissa Bongo 2019, compétition à laquelle prend part notre équipe nationale qui, jusqu'à présent, manque toujours d'entraîneur national de qualité.

Qu'en pensez-vous, M. le ministre d'Etat ?

Nous avons demandé à la Fédération gabonaise de cyclisme (Fégacy) de recruter un entraîneur, parce que c'est elle qui recrute les techniciens. Elle nous a saisi et nous avons marqué notre accord pour recruter un entraîneur espagnol. La procédure est en cours pour le recrutement d'un entraîneur. Mais là n'est pas l'essentiel. Une fois que vous recrutez un entraîneur national, il faut un plan de développement de ce sport dans notre pays. Il n'est pas normal qu'au bout de 14 éditions, nous n'ayons pas remporté une seule étape de cette course prisée à l'international. Nous ne pouvons donc pas continuer à organiser sur notre territoire une compétition d'envergure sans capacité de gagner même une étape. Par ailleurs, je ne sais pas sur quelle base on compose l'équipe nationale de cyclisme, dès lors que je ne vois pas de championnats nationaux ni de coupe du Gabon. Il faut mettre en place un vrai suivi de l'athlète pour avoir les performances. C'est également valable pour le marathon de Libreville, etc. Ce n'est pas normal que dans notre pays on ne soit pas capable de vous dire aujourd'hui qui est le champion du Gabon du 100m. A ma demande, le président fédéral vient de nous proposer un calendrier qui nous permettra, peut-être si on arrive à le financer à temps, de déterminer qui peut être champion dans telle ou telle catégorie.

Il nous est revenu qu'un séminaire va être organisé sur le sport national. De quoi s'agit-il exactement ?

C'est un séminaire interministériel qui va associer d'autres acteurs (les sportifs, le secteur privé pour les questions de financement, etc), les autres départements ministériels qui sont concernés par les questions du sport (le Budget, l'Economie, le ministère du Travail...). On va impliquer tous ces départements ministériels pour avoir une réflexion globale qui intègre l'ensemble des structures concernées. Mais je comprends le sens de votre question. On peut dire une réflexion de plus. Pourquoi n'avoir pas utilisé ce que vous avez déjà trouvé ? Nous avons cette base-là. Et c'est la base sur laquelle nous allons construire une nouvelle vision du sport grâce à des éléments qu'on aura observés avec les contributions des uns et des autres, l'apport d'anciens membres du gouvernement, d'anciens et actuels sportifs pour bien bâtir les lignes directrices claires et lisibles. Malheureusement, dans le domaine du sport, il faut du temps, il faut la formation, l'endurance. Il faut investir sur la durée, mais investir d'abord sur la jeunesse. C'est pour cela que nous pensons fortement à la question de l'OGSSU qui, pour nous, est un élément incontournable. Il faut ramener le sport à l'école primaire, au lycée et à l'université. C'est de là qu'on va avoir de vraies graines de champion qu'on va détecter et suivre au niveau national, si on peut avoir des filières sports-études. S'il en manque, on verra comment des bourses vont être mises en place pour envoyer les enfants à l'étranger dans le cadre du sport-études. Le Gabon, par exemple, rentre d'Alger où il a eu cinq médailles sur 13 athlètes. C'est une belle performance, mais en trompe-l'œil. Sur les cinq médailles, il y a au moins quatre qui sont remportées par de jeunes compatriotes qui font sports-études à l'étranger. Lorsqu'on a des médailles au tennis, ça ne correspond pas à la réalité du terrain aujourd'hui localement. On va s'investir dans la formation, et aussi sur les équipements sportifs, et y compris aussi de proximité pour une meilleure détection.

Soit. Nos athlètes et leurs encadreurs techniques ont passé un séjour inconfortable au plan financier à Alger. Est-ce qu'une solution a été trouvée à leur retour ?

(Silence et l'air grave) ! Oui, on va les recevoir lundi pendant le séminaire. On a trouvé une solution. Je vais d'abord dire à ce sujet que le Comité national olympique (CNO) s'y était pris à temps. Longtemps à l'avance, il avait envoyé son programme qui était connu du ministère des Sports. Il y a eu un dysfonctionnement qui est inacceptable. Il n'est pas normal que des enfants se retrouvent à l'étranger dans ces situations difficiles que nous avons dû résoudre en urgence...

Y a-t-il quelque chose qui vous tient à cœur avant de nous séparer ?

Il me semble important de rassurer les sportifs gabonais, de rassurer l'opinion publique gabonaise. Notre engagement sera de faire en sorte que la représentation du Gabon s'améliore à l'international. Ça veut dire qu'il faut construire le parcours du sportif depuis la base, et l'accompagner. Parce que c'est un plaisir d'avoir le drapeau gabonais qui flotte à l'international. Nous ne pouvons plus nous contenter de dire « l'essentiel c'est de participer ». Le héros moderne est sportif. Lorsqu'on voit aujourd'hui comment la France célèbre son équipe nationale de football, ou comment elle célèbre ses champions de judo, nous avons aussi des champions qu'on doit célébrer : Anthony Obame, etc. On a des Gabonais qui font des performances à l'étranger et au Gabon, il faut les encourager, les accompagner. Nous continuons à travailler pour améliorer les performances et on a besoin du soutien de tout le monde.